DÉCLARATION DE HOME ALLIANCE SUR LES EXPÉRIENCES DE GÉO-INGÉNIERIE MARINE



HOME HANDS OFF MOTHER EARTH ALLIANCE

1 DÉCLARATION DE HOME ALLIANCE SUR LES EXPÉRIENCES DE GÉO-INGÉNIERIE MARINE

Nous, la société civile, les Peuples Autochtones et les organisations communautaires du monde entier, sommes profondément préoccupés par la prolifération des expériences de géo-ingénierie marine, en plein air et sous l'eau, qui sont planifiées ou déjà en cours et qui, pour beaucoup d'entre elles, vendent des compensations carbone au mépris des accords internationaux.

De plus en plus, nos océans sont menacés non seulement par les effets de la surexploitation et de la crise climatique, mais aussi par ces tentatives trompeuses de manipuler les systèmes terrestres dans le but de contrer certains des symptômes du changement climatique. L'immensité des océans, leur vulnérabilité et leur nature relativement intacte sont encore mal comprises, et pourtant ils garantissent la vie sur terre et sont notre meilleur allié dans la lutte contre le changement climatique. Les manipuler de la sorte présente des incertitudes et des risques incalculables, d'autant plus que les effets de la géo-ingénierie marine sur les océans sont imprévisibles.

Les tentatives théoriques et expérimentales de géo-ingénierie de l'environnement marin prévoient actuellement l'augmentation de la réflectivité des nuages marins ou de la surface des océans; l'élimination du dioxyde de carbone marin, en déversant des minéraux ou de la biomasse dans l'océan pour augmenter l'absorption du carbone, en faisant passer des courants électriques dans l'eau de mer ou en pompant de l'eau plus froide depuis les profondeurs de l'océan vers la surface ; ainsi que des mesures visant à arrêter la fonte de la glace en répandant à sa surface des microbilles ou de l'eau salée.

Aucune de ces technologies ne s'attaque aux causes profondes du changement climatique. Au contraire, le recours à d'hypothétiques palliatifs technologiques retarde les actions vitales de réduction des gaz à effet de serre. Aucune d'entre elles n'a été en mesure de démontrer qu'elle pouvait séquestrer efficacement le carbone ou le stocker de manière permanente, tandis que les efforts visant à refroidir le climat en augmentant la réflectivité sont intrinsèquement imprévisibles et risquent de déstabiliser encore davantage un système climatique déjà perturbé.

Il est très probable que la géo-ingénierie marine modifie la chimie des océans ainsi que les concentrations en nutriments et par conséquent l'abondance des espèces, altérant ainsi les équilibres délicats des interactions entre les espèces [1,2].

Nous rejoignons les parties à la Convention de Londres et au Protocole de Londres (LC/LP) qui, l'année dernière, ont déclaré à propos de quatre catégories clés de géo-ingénierie marine « qu'il existe une incertitude considérable quant à leurs effets sur l'environnement marin, la santé humaine et les autres utilisations de l'océan », et ont exprimé leur inquiétude quant à « de possibles effets délétères étendus, durables ou graves ».

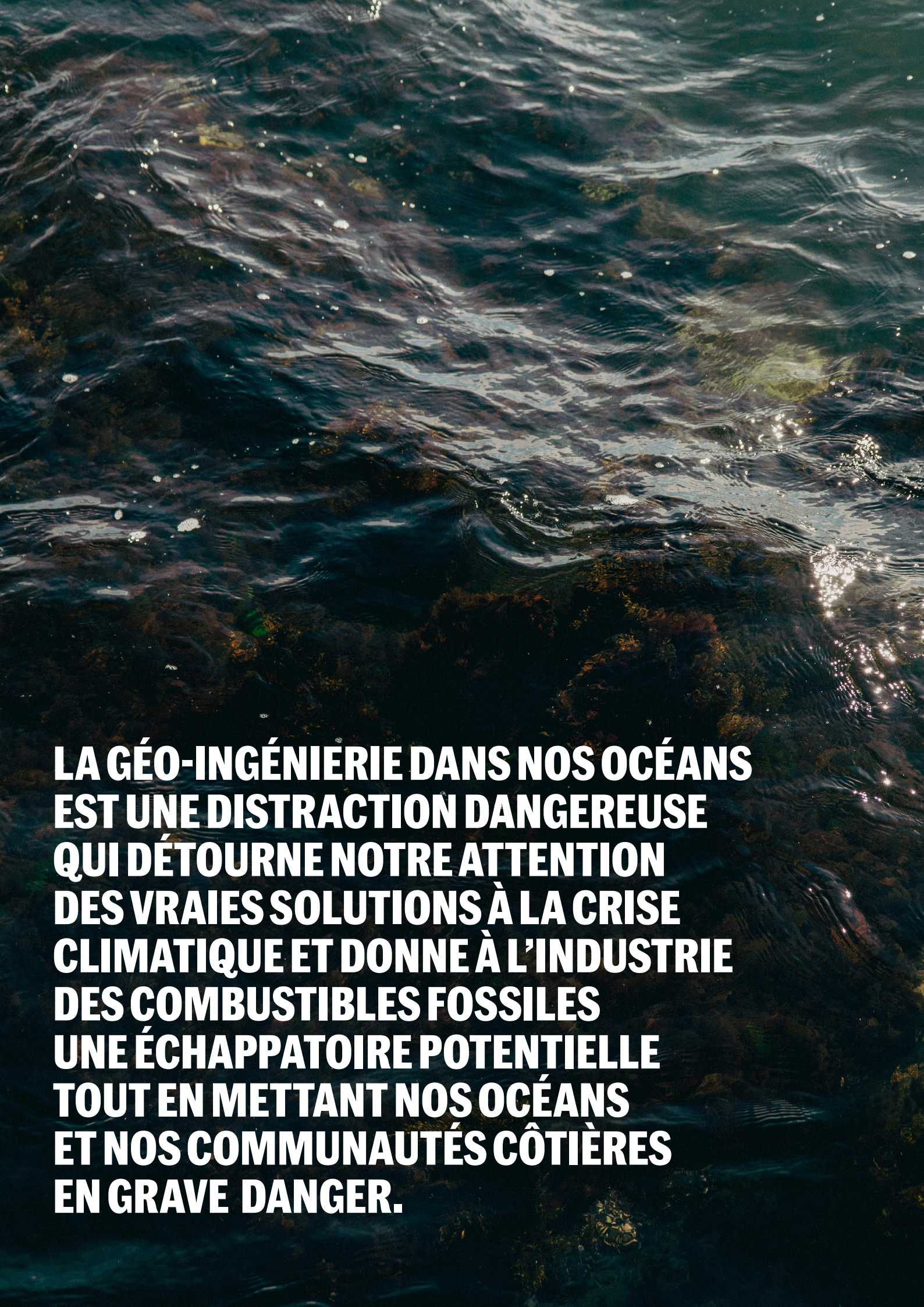
Malgré le moratoire de facto sur la géo-ingénierie dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (CDB), en place depuis 2010, et le processus actuel qui pourrait soumettre plusieurs catégories supplémentaires de géo-ingénierie marine à un contrôle réglementaire strict dans le cadre de la Convention de Londres et du Protocole de Londres (qui interdisent déjà les activités commerciales de fertilisation des océans [3]), des expériences en plein air dans toutes ces catégories ont récemment été menées ou sont actuellement en cours, et de nombreuses nouvelles expériences sont proposées.

Bien que les techniques varient considérablement, elles ont en commun le fait que pour commencer à influencer le climat mondial, il faudrait intervenir à des échelles considérables, dans des écosystèmes océaniques extrêmement complexes et fragiles. L'augmentation de l'alcalinité des océans, la remontée artificielle des eaux et la fertilisation des océans en fer nécessiteraient, en théorie, la manipulation d'environ 10 % de la surface des océans pour avoir un impact significatif sur le climat [4]. Cependant, même les échelles définies pour effectuer les « tests » peuvent être immenses. Par exemple, un essai d'éclaircissement des nuages marins, désormais ajourné, propose une expérience sur une zone de 10 000 km2 dans le nord-est du Pacifique [5], tandis qu'un projet de méga-ferme d'algues flottantes se développera de manière modulaire jusqu'à atteindre 94 000 km2 dans le sud de l'Atlantique, soit une superficie plus grande que celle du Portugal [6]. Il faut ensuite tenir compte de l'ampleur des infrastructures et des transports associés. Dans le cas de l'augmentation de l'alcalinité des océans, une augmentation massive de l'exploitation minière - avec tous les impacts environnementaux et carbone associés - serait nécessaire étant donné qu'il faut, théoriquement, environ 2 tonnes de roches pour absorber 1 tonne de carbone [7].

Ce que beaucoup de ces projets ont également en commun, c'est le rôle moteur que jouent les marchés du carbone : des start-ups mènent des expériences en plein air en vendant ou en pré-vendant des promesses de crédits carbone sans aucune preuve fiable que ces projets « fonctionneront », et malgré le fait que l'intérêt commercial est un facteur important qui les met en porte-à-faux avec la réglementation existante et émergente. Toute défaillance ou dysfonctionnement à l'avenir entraînerait une augmentation nette des émissions. Ces entreprises opèrent également avec peu de transparence en ce qui concerne le suivi des effets escomptés ou des conséquences néfastes. Les négociations menées dans le cadre de l'article 6 de l'Accord de Paris risquent de légitimer et consolider ces techniques hautement spéculatives et risquées.

La géo-ingénierie marine comporte en outre de nouveaux risques pour les moyens de subsistance des Peuples Autochtones, des communautés traditionnelles et des pêcheurs qui dépendent des écosystèmes marins et côtiers.

Le rapport du Conseil des droits humains sur la question a constaté que les technologies de modification du climat, y compris certaines techniques de géo-ingénierie marine, « pourraient gravement entraver la réalisation des droits humains de millions, voire de milliards de personnes » et que « le déploiement potentiel [des technologies de géo-ingénierie] aurait un impact massif et disproportionné sur les Peuples Autochtones, dont les terres et territoires traditionnels sont particulièrement exposés et risquent de faire l'objet d'utilisations expérimentales »[8].



LA GÉO-INGÉNIERIE DANS NOS OCÉANS EST UNE DISTRACTION DANGEREUSE QUI DÉTOURNE NOTRE ATTENTION DES VRAIES SOLUTIONS À LA CRISE CLIMATIQUE ET DONNE À L'INDUSTRIE DES COMBUSTIBLES FOSSILES UNE ÉCHAPPATOIRE POTENTIELLE TOUT EN METTANT NOS OCÉANS ET NOS COMMUNAUTÉS CÔTIÈRES EN GRAVE DANGER.

2 NOUS APPELONS DONC LES GOUVERNEMENTS À



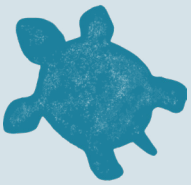
Empêcher les expériences de géo-ingénierie marine en plein air;



Soutenir l'élaboration, dans le cadre de la convention de Londres et du protocole de Londres, de contrôles réglementaires de précaution rigoureux concernant l'augmentation de l'alcalinité des océans, la culture de biomasse pour l'élimination du carbone, l'éclaircissement des nuages marins et l'amélioration de l'albédo de surface au moyen de particules réfléchissantes et/ou d'autres matériaux, et qui soient au moins aussi stricts que ceux déjà en place pour la fertilisation des océans;



Maintenir, appliquer et renforcer le moratoire de facto de la Convention sur la diversité biologique relatif à toutes les formes de géo-ingénierie, en place depuis 2010;



Protéger les océans, les écosystèmes marins et les communautés et Peuples Autochtones qui en dépendent, notamment en faisant respecter le principe de précaution, le droit au consentement libre, informé et préalable, ainsi que les droits d'accès à l'information, de participation du public à la prise de décision et d'accès à la justice;



Donner d'urgence la priorité à de vraies solutions à la crise climatique en éliminant progressivement et équitablement les combustibles fossiles et en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, ainsi qu'en soutenant les nombreuses alternatives décentralisées, diversifiées et facilement disponibles pour des modes de production et de consommation socialement et écologiquement durables, y compris la mise en place d'un financement climatique par les pays riches selon leurs parts équitables/ actions participatives.

REFERENCES

1. Russell LM, Rasch PJ, Mace GM, Jackson RB, Shepherd J, Liss P, Leinen M, Schimel D, Vaughan NE, Janetos AC, Boyd PW, Norby RJ, Caldeira K, Merikanto J, Artaxo P, Melillo J, Morgan MG. Ecosystem impacts of geoengineering: a review for developing a science plan. Ambio. 2012 Jun;41(4):350-69. doi: 10.1007/s13280-012-0258-5. Epub 2012 Mar 20. PMID: 22430307; PMCID: PMC3393062.
2. https://www.oneearth.org/marine-geoengineering-a-dangerous-distraction-from-real-climate-action/
3. Resolutions LC-LP.1(2008) and LC-LP.2(2010) provide the framework under which (i) ocean fertilization activities other than 'legitimate scientific research' are not allowed and (ii) commercial operations or other large-scale deployments are excluded from the definition of 'legitimate scientific research'.
4. High level review of a wide range of proposed marine geoengineering techniques.
5. https://map.geoengineeringmonitor.org/srm/marine-cloud-brightening-project-(mcbp)
6. https://map.geoengineeringmonitor.org/other/seafields-solutions-ltd-giga-farm-in-the-south-atlantic-gyre
7. https://www.geoengineeringmonitor.org/2021/04/enhanced-weathering-factsheet/
8. A/HRC/54/47 Report of the Human Rights Council Advisory Committee on the Impact of new technologies intended for climate protection on the enjoyment of human rights, September 2023

3 SOUTIEN REÇU JUSQU'À JUIN 2025

1. 350 Mass
2. AbibiNsroma Foundation
3. Acción Ecológica, Ecuador
4. Adéquations, France
5. Afrihealth Optonet Association (AHOA)
6. Alianza Biodiversidad América Latina
7. Alianza por la Agrobiodiversidad, Colombia
8. Amnesty International
9. Animals Are Sentient Beings, Inc
10. Asia Indigenous Peoples Network on Extractive Industries and Energy (AIPNEE)
11. Asian Peoples' Movement on Debt and Development (APMDD)
12. Association du Développement et de la Promotion de Droits de l'Homme
13. Association For Promotion Sustainable Development, India
14. Association KANDILI, Niger
15. Association pour la Conservation et la Protection des Écosystèmes des Lacs et l'Agriculture Durable (ACOPELAD), DRC
16. Badabon Sangho
17. Barranquilla+20 Foundation
18. Biofuelwatch (BFW)
19. BlueGreen, Coastal Resource Centre, Kerala India
20. CAN International
21. Carbon Market Watch
22. CartoCrítica, Mexico
23. Center for International Environmental Law (CIEL)
24. Centre pour la Justice Environnementales Togo (CJE-Togo)
25. Centro Ecológico, Brasil
26. CESTA Friends of the Earth El Salvador
27. CleanEarth4Kids.org
28. Climate Action for Lifelong Learners (CALL), Canada
29. Climate Clock DRC
30. Climate Justice Alliance (CJA)
31. Climate Watch Thailand, Thailand
32. Community Action For Health And Development (CAHED), Kenya
33. Conexiones Climáticas, Mexico
34. Congo Basin Conservation Society (CBCS Network), DRC
35. Congo Basin Primary Forest Alliance (CBPFA)
36. Continental Network of Indigenous Women of the Americas-ECM
37. CoopeSoliDar R.L
38. Corporate Accountability
39. Corporate Europe Observatory (CEO)
40. Deutsche Stiftung Meeresschutz
41. Disability Peoples Forum, Uganda
42. Dr Uzo Adirieje Foundation (DUZAFOUND)
43. Durable (ACOPELAD), DRC
44. EcoNexus
45. ENGENERA (Energía, Género y Ambiente), México
46. Environmental Investigation Agency (EIA)
47. Equidad de Género, Ciudadanía, Trabajo y Familia, México
48. ETC Group
49. European Environmental Bureau (EEB)
50. Food & Water Action Europe
51. Food & Water Watch
52. Friends of the Earth International (FOEI)
53. Friends of the Earth Japan
54. Friends of the Earth Malta
55. Friends of the Earth Scotland
56. Friends of the Earth U.S.
57. Fundación ProDefensa de la Naturaleza y sus Derechos
58. Global Forest Coalition (GFC)
59. Global Justice Ecology Project
60. GlobalChoices, USA/UK
61. Grassy Hills Center for Holistic – Wellbeing and Empowerment Foundation
62. Green leaf Advocacy and Empowerment Center
63. Greenish
64. GreenLatinos
65. Group for the Development of Women and Girls – GDMR, Mozambique
66. Grupo Semillas, Colombia
67. Health of Mother Earth Foundation (HOMEF)
68. Heinrich Boell Foundation (hbf)
69. Human Environmental Association for Development (HEAD)
70. Indian Confederation of Indigenous and Tribal Peoples (ICITP)
71. Indian Point Safe Energy Coalition
72. Indigenous Environmental Network (IEN)
73. Institute for Policy Studies Climate Policy Program
74. International Network of Liberal Women
75. Jeunes Volontaires pour l'Environnement
76. Just Transition Alliance
77. Justiça Ambiental/ Friends of the Earth Mozambique
78. Juventud Unidad en acción
79. Keepers of the Water
80. KRuHA, Indonesia
81. Les Amis de la Terre-Togo
82. Memphis Community Against Pollution
83. National Fishworkers Forum (India)

84. Network of youth organizations engaged in climate change, biodiversity conservation, wetlands and forests in DRC
85. NOAH Friends of the Earth Denmark
86. Nuclear Energy Information Service (NEIS), Chicago IL
87. Occupy Bergen County, New Jersey, USA
88. Ocean, Coastal and Ecological Alliance Network (O.C.E.A.N)
89. OceanCare
90. Office against Discrimination, Racism and Intolerance (ODRI)
91. Oil and Gas Action Network
92. Oilwatch Africa
93. Physicians For Social Responsibility Pennsylvania
94. Port Arthur Community Action Network (PACAN)
95. Pro Natura - Friends of the Earth Switzerland
96. Pro Wildlife
97. Red de Coordinación en Biodiversidad
98. Rede Vozes Negras pelo Clima/ RVNPC
99. Reforest The Earth, UK
100. Regional Advocacy for Women's Sustainable Advancement (RAWSA)
101. RISE for Environmental Justice (RISE4EJ)
102. Santa Fe Forest Coalition, USA
103. Sciaena – Ocean # Conservation # Awareness
104. Scientists for Global Responsibility, UK
105. Seas At Risk
106. Seed and Knowledge Initiative
107. Serikat Nelayan Indonesia
108. Servicios Ecumenicos para Reconciliacion y Reconstrucction, USA
109. Société Civile environnementale et Agro Rural du Congo SOCEARUCO Sud Kivu, DRC
110. Society for Conservation and Sustainability of Energy and Environment in Nigeria (SOCSEEN)
111. Terra Advocati, Texas, USA
112. The Gaia Foundation
113. The Hoodwinked Collective
114. The Pacific Network on Globalisation (PANG)
115. Third World Network (TWN)
116. TONATIERRA
117. TRAFFED - RDC asbl
118. Turtle Island Restoration Network
119. UBINIG (Policy Research for Development Alternative), Bangladesh
120. Village Farmers Initiative (VFI), Nigeria
121. WECF International – Women Engage for a Common Future
122. Whale and Dolphin Conservation (WDC)
123. WhatNext?
124. Women's Environment and Development Organization (WEDO)
125. Women's International League's of Peace and Freedom (WILPF) UK
126. Zambia Alliance for Agroecology and Biodiversity (ZAAB)

CONTACTEZ-NOUS

coordinator@handsoffmotherearth.org

E-MAIL POUR LES QUESTIONS DES MÉDIAS

comms@handsoffmotherearth.org

SUIVEZ-NOUS

@homealliance.bsky.social
@HomeAlliance_
Hands Off Mother Earth! (HOME) Alliance
@handsoffmotherearthalliance

VISITEZ NOTRE SITE WEB

www.handsoffmotherearth.org

SCANNEZ POUR EN SAVOIR PLUS

HOME HANDS OFF MOTHER EARTH ALLIANCE